

Recherches sociographiques



Double majorité et multiplicité et ethnoculturelle à Montréal

Pierre Anctil

Volume 25, numéro 3, 1984

Immigrants

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056117ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056117ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Anctil, P. (1984). Double majorité et multiplicité et ethnoculturelle à Montréal. *Recherches sociographiques*, 25(3), 441–456. <https://doi.org/10.7202/056117ar>

DOUBLE MAJORITÉ ET MULTIPLICITÉ ETHNOCULTURELLE À MONTRÉAL *

Aux yeux de la plupart des observateurs étrangers, Montréal possède, en tant que milieu urbain de type nord-américain, une identité particulière qui la distingue des autres villes de même taille. Parfois on souligne son caractère apparemment français comme source de divergence importante, ou l'on fait référence aux nombreux événements internationaux qui s'y sont déroulés depuis vingt ans, comme les Jeux olympiques de 1976 ou l'Exposition universelle de 1967. Dans la publicité écrite destinée à attirer les touristes étrangers, les gouvernements mettent souvent en valeur, pour parler de Montréal, des concepts comme « la différence » ou « l'allure Vieux-Monde ». ¹ Quoi qu'il en soit, toutes ces perceptions et ces impressions mettent en lumière le fait que Montréal est probablement la région métropolitaine de taille intermédiaire la plus diversifiée culturellement et la plus polyglotte du continent, et ce, avec une population de quelque trois millions de personnes seulement. Peu de centres urbains d'un million d'habitants, si l'on se concentre maintenant sur la ville de Montréal proprement dite, renferment en effet autant de « petites patries », imprégnées d'autant de vitalité culturelle et de dynamisme socio-économique. Règle générale, pour atteindre à un niveau comparable de diversité ethnique au sein même d'un environnement urbain donné, il faut se tourner vers des métropoles de près de dix millions d'habitants, comme Chicago, Los Angeles et surtout New York.

Proposons donc que Montréal, en tant qu'agglomération urbaine, possède des enclaves ethniques plus diversifiées, plus autonomes sur le plan culturel et plus aptes à s'affirmer en tant que telles, que d'autres villes nord-américaines de

* Version remaniée d'une communication présentée à New York, le 28 octobre 1983, au colloque « Non-Capital Cities. Hosts of International Organizations », organisé par la City University of New York Academy for the Humanities and Sciences, en coopération avec le Ralph Bunche Institute on the United Nations et le CUNY Center for European Studies.

1. « Montréal. A city magnifique set in the great outdoors », *The New York Times Magazine*, 25 mars 1984, p. 39. Il s'agit d'une publicité payée par le Ministère de l'industrie, commerce et tourisme du Gouvernement du Québec. Le texte affirme entre autres : « This year make it in Québec. Come share la différence. »

TABLEAU 1

*Population de la région métropolitaine de recensement de Montréal,
selon l'origine ethnique, 1981.*

ORIGINE	Nombre	%
Française	1 837 900	65.69
Britannique.....	318 925	11.40
Autre	543 725	19.43
Origine multiple.....	85 200	3.04
TOTAL	2 798 040	100

SOURCE: BAILLARGEON et SAINTE-MARIE, 1984 : 45.

TABLEAU 2

*Population de la région métropolitaine de recensement de Montréal,
selon la langue maternelle, 1981.*

LANGUE MATERNELLE	Nombre	%
Français	1 936 205	68.5
Anglais	520 480	18.4
Autre	371 660	13.1
TOTAL	2 828 345	100

SOURCE: BAILLARGEON et SAINTE-MARIE, 1984 : 17.

taille comparable, comme Boston, Minneapolis, Toronto ou Calgary. Bien sûr, près de 85 % de la population de Montréal est d'origine autre qu'anglo-celtique et presque dans la même proportion de langue maternelle autre qu'anglaise; mais ces éléments se retrouvent aussi au sein d'autres villes du continent, surtout pour ce qui est de l'ethnicité. Plutôt, Montréal présente une configuration ethnoculturelle qui se détache du modèle nord-américain et trouve sa racine dans la dynamique même des groupes en présence sur son territoire :

« Cette esthétique de la diversité ne concerne pas uniquement les formes. Elle s'enracine également dans les styles de vie. Car s'ils ont quelque chose d'autre en commun, tous ces petits Montréalais, c'est qu'ils font partie, comme l'écrit avec candeur Robert Guy Scully, de "la seule des grandes métropoles sur ce continent qui n'appartienne pas aux Anglais". C'est-à-dire que, contrairement à ce qui se passe dans la plupart des villes d'Amérique où, sous la pression d'une même culture dominante, il y a une homogénéisation des comportements, à Montréal, les genres de vie sont plus divers. C'est en partie ces appropriations multiples, ces usages communautaires variés du milieu que l'on assimile à la mentalité européenne. Ils constituent peut-être une riposte inconsciente à l'aliénation et à la banalité de cet *american way of life* qui domine partout ailleurs. » (MARSAN, 1983 : 33.)

Plusieurs phénomènes extérieurs à la simple réalité montréalaise ont eu leur part dans cet état de choses si particulier. D'abord, Montréal représente en 1981, en tant que région métropolitaine de recensement, tout près de 50 % de la population totale du Québec — fait qui, dans d'autres contextes, aurait pu avoir une importance moindre, comme par exemple à New York, qui regroupe environ la moitié des emplois disponibles dans l'État de New York. On constate toutefois, à la lumière de l'histoire des francophones au Québec ou même au Canada, que Montréal a polarisé, de par l'importance démographique de sa masse de parlants français, l'ensemble des luttes politiques menées depuis la fin de la deuxième guerre mondiale sur le front du nationalisme québécois.

Caisse de résonance de la tendance nationaliste, mesure ultime de la ténacité du fait français en Amérique du Nord, Montréal a vu se braquer l'un contre l'autre sur le plan des options linguistiques les populations d'origine française et britannique, du moins jusqu'à l'avènement du gouvernement du Parti québécois. (CALDWELL et WADDELL, 1982.) Il en est résulté une *montréalisation* de la question québécoise, phénomène qui s'est d'ailleurs répercuté directement sur la conception que les divers groupes en présence se sont faite du visage culturel de la ville. Ainsi, dès les années trente et à nouveau durant la Révolution tranquille, s'est répandue du côté francophone l'idée que Montréal serait la deuxième ville française du monde, après Paris — une comparaison plus que boiteuse compte tenu du caractère radicalement différent de la francophonie européenne. (MARSAN, 1983 : 32-33.)

Pendant que la tension linguistique montait d'un cran à Montréal, la ville perdait également sa prédominance économique sur l'ensemble canadien, au profit de sa rivale de toujours : Toronto. Exactement comme pour la question nationale, ce phénomène de déplacement, qui pointait déjà à l'horizon dès les années cinquante, a pris une ampleur historique très large. Dans son excellente analyse du débat idéologique qui a entouré le projet de souveraineté-association du Parti québécois, l'urbaniste Jane Jacobs a amplement démontré que la dégradation progressive de la position économique de Montréal vis-à-vis de Toronto reste un postulat fondamental dans la recherche d'une solution négociée à la crise politique canadienne et québécoise. (JACOBS, 1980.) De toute évidence, ce déplacement d'influences en direction de Toronto a eu des répercussions profondes sur la composition ethnique de Montréal et sur la perception que les communautés ont de leur futur au Québec. Le dernier recensement canadien de 1981 a révélé, par exemple, qu'en l'espace de cinq ans, la population anglophone du Québec a glissé de près de 90 000 personnes ou 11 % de l'effectif total, passant de 796 000 en 1976 à 706 000 en 1981. (CASTONGUAY, 1983.) Pour sa plus grande part, ce solde négatif au chapitre des déplacements interprovinciaux s'est effectué à même les populations montréalaises et a constitué une ponction d'importance pour la communauté anglophone de la ville.

L'ethnicité immigrante

Au-delà des généralisations habituelles et des clichés sur les rapports de force entre les trois grandes catégories ethniques, quels indicateurs avons-nous concernant Montréal et qui nous permettent d'y voir sous un jour nouveau la dynamique propre à l'ethnicité? Le point majeur à souligner dans cet ordre d'idée m'apparaît être le niveau remarquable de persistance des collectivités immigrantes dans la ville, entre autres pour ce qui est des non-francophones et des non-anglophones. Ce tiers groupe représente près de 20% de la population de la région métropolitaine de Montréal et plus du quart des habitants de la métropole proprement dite. (BAILLARGEON et SAINTE-MARIE, 1984.) Quoique ce segment de la société montréalaise puisse être considéré comme largement intégré aux rouages internes de l'économie locale, il n'en a pas moins défendu avec ardeur son droit à se regrouper autour d'organisations communautaires et son désir de privilégier des réseaux basés sur l'identité ethnique et l'usage des langues d'origine. Les travaux de Morton Weinfeld concernant la communauté juive de Montréal² et ceux de Constantina Bredimas-Assimopoulos concernant les Grecs de Montréal,³ ont en effet montré que la propension des immigrants à tirer avantage des conditions économiques locales ne précipite pas nécessairement, à court ou à moyen terme, leur assimilation à l'ensemble socio-culturel « canadien ».

Morton Weinfeld, par exemple, insiste sur le fait que les Juifs forment dans l'agglomération métropolitaine un sous-ensemble économique de type ethnique.⁴ Peu portés à développer des réseaux sociaux sur une base neutre, les Juifs, d'après cet auteur, préféreraient plutôt restreindre volontairement leur aire de contact économique direct et s'en tenir à des *patterns* d'association déjà reconnus et éprouvés au sein de leur communauté ethnique. (WEINFELD, 1980.) Une enquête menée en 1978 dans la région métropolitaine, par Weinfeld et Eaton, démontrait en effet que les Juifs d'âge adulte recrutèrent jusqu'à 90% de leurs amis au sein de leur collectivité ethnique et vivaient dans des quartiers urbains où près de la moitié de leurs voisins étaient leurs coreligionnaires. (WEINFELD et EATON, 1979.) Pour sa part, Constantina Bredimas-Assimopoulos a mis en lumière à peu près le même phénomène au sein de la communauté, plus

2. D'après le recensement canadien de 1981, les Juifs forment la deuxième communauté ethnique en importance à Montréal (102 000), après celle des Italiens (157 000).

3. Une communauté de 50 000 personnes. Ces données, comme toutes celles concernant l'ethnicité à Montréal, sont sujettes à caution. Puisque l'individu recensé est laissé libre de juger lui-même de la nature de son identité ethnique, des distorsions peuvent se produire concernant la perception qu'il aura de son origine. Les chiffres relatifs à l'importance démographique des diverses communautés ethniques sont ainsi parfois contredits par des compilations provenant d'autres sources, et procédant d'autres méthodes. Ainsi, en 1981, les porte-parole de la communauté grecque évaluaient la masse des Montréalais d'origine grecque à 70 000 personnes. (IOANNOU, 1983: 49.)

4. Weinfeld emploie le terme « *ethnic sub-economy* ».

récemment immigrée, des Grecs de Montréal. Ceux-ci manifestent non seulement la même tendance à se replier sur eux-mêmes pour ce qui est de leur activité économique, mais en plus ils donnent des signes nets d'isolement social et linguistique. Contrairement aux communautés juive ou italienne, qui dans leur ensemble n'ont pas à subir l'effet d'une discrimination propre à la langue,⁵ une forte proportion des membres de la communauté grecque de Montréal ne maîtrisent aucune des deux langues officielles du Canada. (IOANNOU, 1983 : 102-103 ; BREDIMAS-ASSIMOPOULOS, 1975.)

Le phénomène des transferts linguistiques pourrait constituer ici une autre mesure objective de la persistance des traits culturels propres aux tiers groupes à Montréal. Un transfert linguistique s'observe lorsqu'une personne abandonne sa langue maternelle, ou sa langue d'origine dans le cas d'un immigrant, pour adopter une autre langue, dite « langue d'usage », souvent sous le coup de pressions socio-économiques. On connaît toute l'attention que ces phénomènes de transferts se sont attirée récemment, entre autres lors des audiences de la Commission parlementaire sur la langue française et la politique linguistique du Québec (décembre 1983), lesquelles ont conduit à la révision de la Charte de la langue française. Or, une étude volumineuse au sujet de la croissance des diverses populations linguistiques dans la région de Montréal, menée à la lumière des données du recensement de 1971, montrait que le passage d'une langue d'origine quelconque vers le français ou l'anglais se faisait dans la métropole à un rythme plus lent qu'ailleurs au Canada :

« La conservation des langues autres que française et anglaise comme langue d'usage diffère beaucoup selon le lieu de naissance. Elle est de 76 % pour les personnes nées à l'étranger comparativement à 59 % pour celles nées au Québec. La forte conservation des langues du tiers groupe s'observe non seulement à Montréal mais dans l'ensemble du Québec.

« On est surpris de constater à quel point le tiers groupe linguistique conserve au Québec sa langue, car dans les autres provinces canadiennes les minorités ethniques sont fortement assimilées. » (BAILLARGEON et BENJAMIN, 1981 : 150-151.)

Dans une étude récente, Claude Painchaud et Richard Poulin ont défendu une position semblable, cette fois dans le cas plus spécifique de la communauté italienne, et ce surtout depuis l'adoption en 1977 de la Charte de la langue française. D'après Painchaud et Poulin, les lois linguistiques et le contexte nationaliste des années soixante-dix auraient eu pour effet secondaire de maintenir vivant l'usage de la langue italienne à Montréal, voire même de provoquer un renforcement de sa position par rapport à celle des langues dites officielles. Ainsi, à Toronto, là où se trouve la plus importante communauté italienne au Canada, l'usage de l'italien à la maison, dans les communications inter-générationnelles, ne toucherait qu'un peu plus de 50 % de la population, alors qu'à Montréal ce taux d'utilisation grimperait jusqu'à atteindre 83 % de la collectivité. (PAINCHAUD et POULIN, 1983 : 99.) Les auteurs expliquent en effet que les parents, eux-mêmes largement intégrés à l'ensemble francophone à

5. La moitié des Juifs ou des Italiens de Montréal sont bilingues dans le sens du recensement du Canada.

Montréal, et ayant fait le choix depuis les années soixante de scolariser leurs enfants en langue anglaise, n'eurent plus que l'italien ou le dialecte régional comme médium de communication avec la génération montante. Conjugué à des contraintes de type économique, comme le peu de spécialisation des travailleurs, et géographiques, comme la relative densité ethnique des quartiers italiens, le contexte socio-linguistique québécois aurait produit une communauté italienne comme figée dans l'italianité :

« Mais l'insertion des Italiens dans une société où un conflit national ébranle les rapports séculaires entre l'État canadien et le Québec leur permet non seulement de préserver leurs attributs nationaux et régionaux caractéristiques de l'immigration dépendante, de la concentration résidentielle et du mode d'insertion de "ghetto" de l'immigration à faible statut économique mais aussi de les renforcer. » (PAINCHAUD et POULIN, 1983 : 104.)

La population allophone de Montréal a toutefois eu tendance à s'intégrer et ultimement à s'assimiler à la communauté anglophone, du moins du strict point de vue linguistique, comme l'ont montré les commissions royales d'enquête Laurendeau-Dunton (1969) et Gendron (1972), et un certain nombre d'études universitaires spécifiques. (CAPPON, 1974; BOISSEVAIN, 1971.) Les allophones se sont aussi déplacés vers l'Ouest de l'île, où habitaient déjà les anglophones, quittant les quartiers immigrants traditionnels du Centre-Sud de Montréal, la communauté italienne formant la seule exception à cette règle générale de mobilité spatiale. Ainsi, en 1981, alors que seulement 11% de la population du Montréal métropolitain était d'origine anglo-celtique, 18.4% de ce même ensemble démographique avait l'anglais comme langue maternelle. (BAILLARGEON et SAINTE-MARIE, 1984.) Il faut conclure de ces données qu'une majorité de Juifs, de Slaves, de Scandinaves et même de Méditerranéens établis à Montréal sont devenus anglophones par un processus de transfert linguistique assez répandu dans la métropole, et qui ne laisse plus que 13.1% d'allophones véritables dans la région.

L'étude la plus susceptible de mettre en lumière la spécificité de Montréal sur le plan de la rétention des valeurs immigrantes reste toutefois la vaste enquête menée en 1973 dans cinq villes canadiennes, dont Montréal, par O'BRYAN, REITZ et KUPLOWSKA. Reposant sur un échantillon de 2 500 entrevues, l'étude, intitulée *Non-Official Languages. A Study in Canadian Multiculturalism*, montre très clairement que les allogènes de Montréal réussissent mieux que partout ailleurs au pays à conserver l'usage de leur langue d'origine. Ainsi, jusqu'à 87.9% des Montréalais de première génération interviewés en 1973 utilisaient chaque jour leur langue d'origine, contre 77% à Toronto et 62% à Vancouver. (O'BRYAN *et al.*, 1976 : 58.) Parmi l'ensemble de la population rejointe à Montréal par les auteurs, 42.5% croyaient que la préservation d'une langue d'origine était un objectif très valable (« *very desirable* »), contre moins de 30% dans les quatre autres villes touchées par l'étude, soit Toronto, Winnipeg, Edmonton et Vancouver. (*Id.* : 88.)

La double majorité

L'ethnicité immigrante apparaît donc aux yeux de plusieurs observateurs comme plus entière à Montréal que dans beaucoup d'autres villes nord-américaines, surtout celles où le pourcentage de la population ethnique atteint autour de 20%. Cette tendance à la persistance des caractères socio-linguistiques d'origine s'explique en partie par l'arrivée plutôt récente des populations allophones dans la ville. Les petits noyaux communautaires grecs et italiens, établis à Montréal avant la deuxième guerre mondiale, furent littéralement submergés démographiquement, en l'espace d'une génération, par de nouvelles vagues migratoires en provenance de la Méditerranée. Les Grecs de Montréal par exemple, qui formaient une collectivité d'un peu plus de 3 000 personnes en 1951 voient, d'après les données officielles, leur nombre gonfler à 19 390 en 1961. (IOANNOU, 1983 : 49.) Ces nouveaux arrivants, attirés au Québec par un marché du travail en expansion, sortirent de sa léthargie leur propre communauté montréalaise en voie d'assimilation, faute de n'avoir pas reçu de sang neuf depuis la grande dépression des années trente. Ce phénomène de revitalisation se vérifie également pour ce qui est de la communauté juive, laquelle émergea vers 1948 de presque une génération d'isolement, pour faire face à une très importante migration de survivants de l'Holocauste.⁶ Grâce à ce nouveau flux d'immigrants en provenance d'Europe de l'Est, au nombre desquels on comptait plusieurs artistes, écrivains et talmudistes éminents, Montréal put conserver pour plusieurs années encore sa position enviable en tant qu'un des centres mondiaux de culture yiddish.

Une autre raison est d'ordre historique. Règle générale, Montréal est demeurée, depuis le milieu du XIX^e siècle, une plaque tournante pour des immigrants qui désiraient poursuivre leur périple vers l'intérieur du continent, que ce soit du côté canadien de la frontière ou du côté américain. Simple escale dans le cours d'un trajet plus long ou refuge temporaire où passer la morte saison après des mois de travail en chantier, Montréal a traditionnellement été le lieu où s'érigèrent et se développèrent les premières institutions religieuses et sociales des différentes communautés ethniques du pays. Le maintien d'une telle profondeur historique, que ce soit dans le quartier Mile End pour les immigrants italiens ou sur le Plateau Mont-Royal pour les Juifs et, plus près de nous, les Grecs, a sans aucun doute favorisé également la persistance d'une identité ethnique plus marquée, même si au sein de plusieurs communautés l'immigration de masse ne se fit qu'après la deuxième guerre mondiale. Comme Bruno Ramirez vient de le démontrer pour ce qui est des italophones, c'est au cours des années vingt qu'une tendance définitive apparut au sein de la communauté en faveur d'une installation plus permanente des familles à Montréal. Jusque-là, les immigrants avaient préféré rester en mouvement, traversant parfois de grandes distances pour s'adapter au marché du travail sur une échelle continentale, privant ainsi la colonie italienne d'une part de son enracinement potentiel. (RAMIREZ, 1984.) Pour ce qui est enfin des Portugais, des Arméniens, des Arabes, des Juifs sépharades et, plus récemment

6. On évalue leur nombre à 30 000 ou 35 000 individus.

TABLEAU 3
Origines ethniques sur l'île de Montréal, 1871-1981.
 (en pourcentages)

ORIGINE ETHNIQUE	ANNÉE										
	1871	1881	1901	1911	1921	1931	1941	1951	1961	1971	1981 *
Britannique	38.1	35.2	31.6	27.4	27.3	26.3	24.5	22.2	18.1	17.0	13.3
Française	60.3	62.7	63.9	62.7	60.7	60.2	62.6	63.8	62.0	59.0	56.8
Autre	1.6	2.1	4.5	9.9	12.0	13.5	12.9	14.0	19.9	24.0	26.4
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

SOURCES: L'INTEAU, 1982; Statistique Canada, 1983b.

* Origines ethniques uniques : 96.5% de la population.

encore, des Haïtiens, des réfugiés du Sud-Est asiatique et des Sud-Américains, leur arrivée massive ne date en aucun cas de plus d'une trentaine d'années.

Le facteur déterminant de la persistance ethnique résiderait toutefois dans la constitution au sein de la ville de deux majorités linguistiques. Les cultures allogènes de Montréal auraient-elles pu prendre un tel envol si elles avaient eu à faire face à une majorité unique, retranchée dans une situation d'unilinguisme, qu'il soit d'expression française ou anglaise ?

Depuis 1871, les francophones se sont toujours maintenus, sur l'île de Montréal, au même pourcentage de la population globale, soit environ 60 %, une tendance qui date de l'époque où la ville elle-même comptait moins de cent mille âmes.⁷ (LINTEAU, 1982.) Plus tôt dans l'histoire, par exemple au cours des années 1830, Montréal avait été un centre urbain avec une majorité anglophone très nette, grâce entre autres au confinement historique des francophones à des activités à caractère agricole ou rural. Tandis que la tendance chez les francophones était à la stabilité, les anglophones ont vu, par contre, leur nombre et leur pourcentage de la population totale diminuer sans cesse sur l'île de Montréal depuis 1871, passant de 38 % de l'ensemble jusqu'à 13.31 % en 1981.⁸ Dans la ville de Montréal elle-même, le déclin a été encore plus marqué : de 54 % en 1871 à 8.8 % en 1981. (LINTEAU, 1982 ; BAILLARGEON et SAINTE-MARIE, 1984.) La brèche qui s'est creusée sur l'île de Montréal entre les groupes francophone et anglophone a été colmatée, historiquement, par les allophones, soit ceux parmi les immigrants ou leurs descendants qui ne pouvaient se réclamer ni de l'héritage des Anglo-Celtes ni de la tradition française. La population allogène allait donc dépasser, en l'espace de trois ou quatre générations, celle des anglophones eux-mêmes, passant, sur l'île de Montréal, de 4.5 % en 1901 à 26.4 % en 1981.

Le poids social ou politique d'une communauté ethnique donnée ne repose pas nécessairement sur, ni n'est en rapport direct avec la masse démographique qu'elle représente par rapport à un ensemble quelconque. Dans le cas des Anglo-Celtes du Montréal métropolitain, soit 11.4 % du total de la population en 1981, d'autres facteurs expliquent leur capacité à s'élever au statut de majorité et à maintenir leurs châteaux-forts traditionnels. En se limitant de façon détaillée au seul secteur de la production industrielle, Arnaud Sales a fourni, dans un livre récent, des indications très révélatrices pour ce qui est du poids économique de chaque groupe ethnique « majoritaire » à Montréal, et

7. Au cours de la même période toutefois, de 1871 à 1981, les francophones sont passés de 53 % à 62 % de la population de la ville proprement dite, phénomène qui s'explique entre autres par le fait que les frontières municipales de Montréal ont varié considérablement depuis un siècle.

8. En 1981, le recensement du Canada permettait à un citoyen de se déclarer soit d'origine ethnique unique, soit d'origine ethnique multiple si ses parents étaient chacun d'une origine ethnique différente. Sur les quelque 96.5 % de citoyens sur l'île de Montréal qui se sont déclarés d'origine ethnique unique, 13.3 % étaient d'origine britannique. La même remarque vaut pour les statistiques concernant la ville elle-même, où cette fois 97.4 % des citoyens étaient d'origine unique.

celui des tierces communautés. Au sein des entreprises industrielles de cinquante employés et plus, implantées au Québec, seulement 28.6% en 1971 étaient contrôlées par les francophones, alors que 15.7% l'étaient par des anglophones et 28.2% par des personnes d'autres origines, en très grande majorité des Juifs. La part manquante, soit 27.5% de l'ensemble, appartenait en 1971 à des intérêts étrangers, principalement américains. (SALES, 1979.)

Dans les services et les professions libérales, par contre, la population francophone détient une part considérable des retombées économiques produites sur place, surtout dans ce secteur de l'économie où l'État provincial joue un rôle moteur par suite du caractère « socialisé » de la médecine et de l'éducation au Québec. Une étude récente, commandée par le Ministère des communautés culturelles et de l'immigration, vient de montrer que les populations anglophones et allophones⁹ ne détiennent que 5.4% des postes réguliers disponibles au sein de l'appareil bureaucratique provincial lui-même, alors qu'ils représentent un peu moins du cinquième de la population totale du Québec. Si, par contre, l'on s'en tient au seul secteur para-public, les non-francophones occupent 21% des postes offerts dans les universités, collèges et écoles du Québec, et 16.9% de ceux disponibles dans les institutions à vocation sociale et médicale. (GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, 1983 : 6.) Un des buts avoués du gouvernement Lévesque avait d'ailleurs été d'ouvrir de façon équitable la fonction publique et para-publique aux anglophones et aux membres des communautés ethnoculturelles, comme le proposait le document intitulé *Autant de façons d'être Québécois*. (GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, 1981.) La plupart des personnes allogènes qui appartiennent à la bureaucratie provinciale travaillent de surcroît à Montréal, et leur pourcentage au sein du secteur para-public oscillerait autour de 30% dans la métropole. Pour ce qui est des employés des gouvernements municipaux, la grande majorité dans la région de Montréal seraient des francophones, comme par exemple les pompiers, les policiers, les chauffeurs d'autobus et de métro ainsi que les cols bleus.

Une identité montréalaise ?

L'hypothèse d'une conséquence positive, pour les tierces communautés, de la situation de double majorité ethnique ressort très nettement de la littérature récente sur le sujet, même si très peu d'auteurs se sont donné la peine de la formuler clairement. Il s'agit là d'un phénomène social que la plupart des entrevues avec des membres des communautés culturelles révèle : comme si en attirant à elle toute l'attention, la confrontation politique et juridique entre francophones et anglophones de souche avait dégagé au Québec un espace socio-culturel bien délimité, que les allophones avaient pu occuper seuls. Richard Ossenberg a peut-être formulé le premier, en 1964, une hypothèse valable concernant ce type de phénomène, mais les données dont il s'est inspiré

9. Il s'agit de personnes de langue maternelle anglaise ou autre (première langue apprise et encore comprise), qu'ils soient nés au Canada ou non.

à l'époque, soit une étude menée par le gouvernement fédéral et ne reposant pour ce qui est des villes de Montréal et de Toronto que sur cent cinquante entrevues, ne lui permirent pas de dégager des corrélations statistiques concluantes. (OSSENBERG, 1964.) Ossenbergs avait toutefois pris connaissance du fait qu'au début des années soixante, les immigrants montréalais lisaient des journaux ethniques dans une proportion de 70 %, alors qu'à Toronto ce type de publication ne touchait plus que 31 % de la population née en dehors du Canada.

Le phénomène démolinguistique propre à la métropole du Québec a eu des répercussions très nettes, par exemple, au sein de la communauté juive. Quoique anglicisée au point que seulement 5 000 personnes parlent encore le yiddish à la maison, la communauté des Juifs ashkénazes a conservé et même développé un réseau institutionnel qui date des premiers jours de la migration. Sa spécificité ethnique s'exprimait même à l'occasion des débats politiques qui ont entouré la passation, par les différents gouvernements du Québec, de toute une panoplie de lois à caractère linguistique. Récemment, au milieu de 1983, Arthur Heiss, directeur exécutif de la Ligue des droits de l'homme du B'nai Brith, Canada, déclarait que la communauté juive n'avait pas à endosser aveuglément la perspective élaborée par les principales institutions anglo-saxonnes du pays, dans leur lutte commune en vue d'amener les Québécois à plus de tolérance envers les minorités :

« La plupart des Juifs tiennent à préserver leur communauté et ses institutions et, comme l'indique le taux d'exode relativement bas, ils sont prêts à prendre les mesures qui s'imposent pour le faire.

« L'on peut penser, par exemple, au domaine des réformes scolaires, où les intérêts de la communauté juive ont traditionnellement été perçus comme étant liés à ceux de la communauté anglo-protestante. Mais de plus en plus, il existe chez certains Juifs contemplant la place de leur communauté dans l'avenir du Québec l'impression que les intérêts à long terme de ces deux groupes ne sont pas en parfaite correspondance. » (HEISS, 1983.)

En tant que créateurs, les écrivains juifs de Montréal sont peut-être, à travers leurs œuvres, l'illustration la plus éloquente du genre d'environnement culturel que pouvait susciter un milieu immigrant montréalais placé à la convergence de plusieurs courants différents, sans être dominé à sens unique par aucun. (ARNOLD, 1975.) Le poète montréalais A.M. Klein, par exemple, personnifie admirablement bien cet élan vers une culture à directions multiples, puisqu'il puisa sa matière et son inspiration à la fois dans les grandes littératures du monde occidental et dans les nombreuses traditions littéraires propres au judaïsme. Il en résulte chez Klein des textes qui, quoique écrits presque exclusivement en anglais, restent profondément inspirés du génie de l'hébreu et de toutes les langues de la diaspora juive ainsi que du fonds classique occidental. (CAPLAN, 1982.) La même remarque pourrait être faite au sujet des sculptures de Jordi Bonet, immigrant d'origine espagnole, qui réussit à marier dans ses œuvres et des aspects esthétiques propres à la période romane et une conception de l'espace résolument contemporaine.

La complexité culturelle de Montréal a ainsi contribué à produire une dynamique sociale et économique qui place la métropole dans une catégorie à

TABLEAU 4

Taux de compétence dans les langues officielles pour certaines régions métropolitaines de recensement, Canada, 1981.

RÉGION MÉTROPOLITAINE	Français seulement		Anglais seulement		Français et Anglais		Aucune compétence	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Halifax	240	0.08	254 190	92.18	20 885	7.57	435	0.16
Montréal	1 160 605	41.47	336 685	12.03	1 259 810	45.02	40 940	1.46
Ottawa	14 680	2.70	333 130	61.42	189 925	35.01	4 645	0.85
Toronto	2 395	0.08	2 637 735	88.58	233 460	7.84	103 900	3.49
Winnipeg	1 195	0.20	519 350	89.75	50 760	8.77	7 325	1.26
Calgary	905	0.15	536 440	91.38	42 730	7.28	6 955	1.18
Vancouver	705	0.05	1 138 100	91.00	82 445	6.59	29 365	2.35

SOURCE: Statistique Canada, 1983a.

part sur la scène québécoise. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, il se crée une identité montréalaise distincte des pôles québécois ou canadiens, et qui rapproche les Montréalais de leur milieu de vie spécifique, qu'ils soient épris ou non des formes provinciale ou fédérale de nationalisme. Les communautés ethnoculturelles ont joué un rôle considérable dans l'émergence de cette montréalité bien tangible, et ils demeureront pour longtemps encore un aspect fondamental de ce processus. Les conclusions d'une étude récente, entreprise par Gary Caldwell à propos des anglophones québécois résidant hors de la région de Montréal, et indiquant leur attachement très net à leur communauté locale, par-delà les grands ensembles provinciaux ou régionaux, pourraient donc fort bien s'appliquer à toutes les ethnies de la métropole quant à leur milieu d'adoption. (CALDWELL, 1980.)

Pour des raisons propres au développement économique au Canada, et aussi parce qu'au XIX^e siècle les francophones préférèrent émigrer massivement vers les centres industriels de la Nouvelle-Angleterre lorsqu'ils durent chercher des emplois de type urbain, Montréal est demeurée le seul lieu géographique où ces deux populations en sont venues à cohabiter dans un contexte métropolitain. En ce sens, Montréal reste la seule grande ville canadienne où puissent se vérifier les prétentions de l'État canadien au bilinguisme et au biculturalisme institutionnel. Le taux de bilinguisme officiel de Montréal, soit 41.47%, dépasse d'ailleurs de beaucoup celui de toutes les autres agglomérations d'importance au Canada, et ce depuis certainement plus d'un siècle; même si, jusqu'à tout récemment, ce phénomène apparaissait être, dans le cas des francophones, davantage la conséquence d'une forme d'aliénation économique que le produit d'une volonté de rapprochement. Du côté anglophone, les indications fournies par les travaux les plus récents tendent à démontrer le déclin progressif de l'unilinguisme à Montréal, autant par un processus de migration interprovinciale que par l'apprentissage croissant d'une langue seconde au sein de cette population. (BOUCHARD, 1983.) En ce sens, on peut prévoir à long terme que le bilinguisme fonctionnel finira par atteindre des couches de plus en plus importantes de la population montréalaise, et qu'il sera une simple émanation des conditions socio-culturelles prévalant dans la métropole, contrairement au reste du Québec ou du Canada, où il reste souvent un phénomène artificiel. Chez plusieurs groupes ethnoculturels montréalais qui tiennent à leur identité linguistique d'origine, une certaine forme de trilinguisme risque même de s'étendre, surtout si une certaine ségrégation résidentielle persiste, comme au sein de la communauté italienne ou grecque par exemple.

Au-delà du phénomène de plurilinguisme, l'état de double majorité, couplé à la présence de tierces communautés très vibrantes, concourt à donner à Montréal un caractère international marqué, qui déborde la présence, peu remarquée, d'institutions comme l'Organisation de l'aviation civile internationale, même si, d'ici le tournant du XXI^e siècle, le tarissement actuel de l'immigration et le processus d'assimilation linguistique que vit la deuxième génération, par le biais de l'école, risque de réduire l'éventail de la diversité ethnique au sein de la ville. La diversité ethnique réelle de Montréal peut en effet grandement faciliter l'entrée dans la région de courants politiques et

culturels innovateurs, et souvent conçus ailleurs dans le monde. Montréal demeure, par exemple, la seule zone métropolitaine d'importance, en dehors de l'Europe de l'Ouest, que la France puisse garder quelque espoir de pénétrer par le biais de sa production artistique et culturelle contemporaine. Quant à la culture de masse états-unienne, elle ne se trouve pas à Montréal dans une situation de monopole virtuel, comme ailleurs au Canada par exemple, justement à cause de la présence sur place d'un bassin de créateurs enracinés dans une pratique québécoise de vieille souche, que ce soit sous une forme francophone ou anglophone.

Sans cette ouverture au monde que le milieu montréalais offre à l'élément francophone, justement à travers le canal d'une forte présence ethnique ancrée au cœur de la cité et d'une sensibilité aux contextes nord-américains, n'aurait-il pas été beaucoup plus difficile aux artistes et créateurs de la Révolution tranquille de renouveler de fond en comble les formes de pensée héritées du Québec rural traditionnel? Par sa diversité culturelle bi-dimensionnelle et l'ampleur de ses racines ethniques, Montréal constitue aujourd'hui le point d'appui premier de la créativité québécoise et un tremplin tout désigné pour la faire connaître à un public international, même au-delà des limites de la francophonie. Certaines villes ont reçu d'un passé très ancien, de leur localisation stratégique ou du simple fait de leur poids démographique exceptionnel, un droit de regard sur les débats sociaux et politiques qui se déroulent à l'échelle planétaire. Dans le cas de Montréal, qui commence à accéder aux premières loges de la scène internationale, beaucoup de chemin reste encore à parcourir avant qu'une telle conjoncture porte tous ses fruits, et finisse par transformer la perception que les Montréalais se font de leur milieu urbain. Il n'y a plus aucun doute toutefois, dans cette perspective, que l'avenir de Montréal, et ultimement de toute la société québécoise, passe par une reconnaissance du caractère multiethnique de la métropole et par la recherche d'un plus grand équilibre entre ses deux majorités linguistiques.

Pierre ANCTIL

*Institut québécois de recherche
sur la culture.*

BIBLIOGRAPHIE

- ARNOLD, Janice, « David Rome on Canadian Jewish literature », *The Chronicle Review*, novembre 1975, pp. 19 et 21.
- BAILLARGEON, Mireille et Claire BENJAMIN, *Les futurs linguistiques possibles de la région de Montréal en 2001*, Montréal, Ministère des communautés culturelles et de l'immigration, Direction de la recherche, 1981, 285p. (« Études et documents », 9.)

- BAILLARGEON, Mireille et Gisèle SAINTE-MARIE, *Quelques caractéristiques ethno-culturelles de la population du Québec*, Montréal, Ministère des communautés culturelles et de l'immigration, Direction de la recherche, 1984, 48p.
- BOISSEVAIN, Jeremy, *Les Italiens de Montréal. L'adaptation dans une société pluraliste*, Ottawa, Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, 1971, 87p.
- BOUCHARD, Pierre, « L'unilinguisme anglais perd du terrain », *Le Devoir*, 16 mars 1983.
- BREDIMAS-ASSIMOPOULOS, Constantina, *Relations entre mobilité socio-professionnelle et intégration des immigrants: les Grecs de Montréal*, Montréal, Université de Montréal, thèse de doctorat en sociologie, 1975, 743p.
- BRETON, Raymond, « La communauté ethnique, communauté politique », *Sociologie et sociétés*, XV, 2, 1983: 23-37.
- CALDWELL, Gary, *Le Québec anglophone hors de la région de Montréal dans les années soixante-dix. Évolution sociodémographique*, Québec, Conseil de la langue française, 1980, 121p. (« Études et recherches », 4.)
- CALDWELL, Gary et Éric WADDELL (éds), *Les anglophones du Québec, de majoritaires à minoritaires*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982, 478p. (« Identité et changements culturels », 1.)
- CAPLAN, Usher, *Like One That Dreamed. A Portrait of A.M. Klein*, Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1982, 224p.
- CAPPON, Paul, *Conflit entre les Néo-Canadiens et les francophones de Montréal*, Québec, Les Presses de l'Université Laval/Centre international de recherche sur le bilinguisme, 1974, 288p.
- CASTONGUAY, Charles, « L'exode anglophone depuis 76: un canular? », *Le Devoir*, 6 avril 1983, p. 7.
- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, *Autant de façons d'être Québécois. Plan d'action du gouvernement du Québec à l'intention des communautés culturelles*, Québec, Ministère des communications, 1981, 78p.
- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, *La place des communautés culturelles dans l'administration publique et dans les secteurs de l'enseignement et des services médicaux et sociaux. Quelques résultats tirés des recensements de 1971 et de 1981*, Montréal, Ministère des communautés culturelles et de l'immigration, Direction de la recherche, 1983, 21p.
- HEISS, Arthur, « La communauté juive du Québec », *La Presse*, 16 mai 1983, p. A6.
- IOANNOU, Tina, *La communauté grecque du Québec*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1983, 333p.
- JACOBS, Jane, *The Question of Separatism. Québec and the Struggle Over Sovereignty*, New York, Random House, 1980, 134p.
- LINTEAU, Paul-André, « La montée du cosmopolitisme montréalais », *Questions de culture*, 2, 1982: 23-54.
- MARSAN, Jean-Claude, *Montréal, une esquisse du futur*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1983, 322p.
- O'BRYAN, K.G., J.G. REITZ et O.M. KUPLOWSKA, *Non-Official Languages. A Study in Canadian Multiculturalism*, Ottawa, Ministère des approvisionnements et services, 1976, 274p.
- OSSENBERG, Richard, « The social integration and adjustment of post-war immigrants in Montréal and Toronto », *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, I, 4, 1964: 202-214.

- PAINCHAUD, Claude et Richard POULIN, « Italianité, conflit linguistique et structure du pouvoir dans la communauté italo-québécoise », *Sociologie et sociétés*, XV, 2, 1983 : 89-104.
- POLÈSE, Mario *et al.*, *La géographie résidentielle des immigrants et des groupes ethniques : Montréal, 1971*, Montréal, I.N.R.S.-Urbanisation, 1978, 42p.
- RAMIREZ, Bruno, *Les premiers Italiens de Montréal. L'origine de la Petite Italie du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1984, 136p.
- SALES, Arnaud, *La bourgeoisie industrielle au Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1979, 324p.
- STATISTIQUE CANADA, *Recensement du Canada de 1981*, Ottawa, Cat. 95-943, 1983a.
- STATISTIQUE CANADA, *Recensement du Canada de 1981*, Ottawa, Cat. 93-x-941, 1983b.
- VELTMAN, Calvin, « L'évolution de la ségrégation linguistique à Montréal, 1961-1981 », *Recherches sociographiques*, XXIV, 3, 1983 : 379-390.
- WEINFELD, Morton, *The Ethnic Sub-Economy: Explication and Analysis of a Case Study of the Jews of Montréal*, Montréal, Université McGill, Département de sociologie, 1980, 26p. (« Working Papers in Migration and Ethnicity », 80-6.)
- WEINFELD, Morton et William W. EATON, *The Jewish Community of Montreal: Survey Report*, Montréal, Canadian Jewish Congress and Allied Jewish Community Services, 1979, 86p., (miméo.).